

N° 9 – 2 mars 2023

#### En bref

La population colombienne en emploi s'établit à 22,2 M de personnes en janvier 2023. Le taux de chômage national est à 13,7 % en janvier (+0,9 pts% g.a.) et s'établit à 11,37 % une fois corrigé des variations saisonnières (+0,02 pts% g.m.). Bien que le taux de chômage ait légèrement augmenté dans le pays par rapport à décembre 2022, la population en emploi a augmenté au niveau national (niveau d'emploi

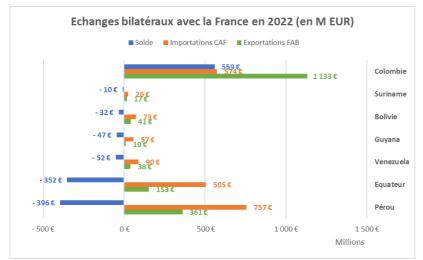
# LE CHIFFRE À RETENIR 11.37 %

C'est le taux de chômage colombien corrigé des variations saisonnières, en janvier.

à 54,7%). Par rapport à janvier 2022, 320 000 hommes et 476 000 femmes ont trouvé un emploi en janvier 2023. Au cours de ce mois, cinq des treize secteurs économiques ont connu une destruction d'emplois : activités financières et d'assurance (-68 K emplois g.a.), la construction (-148 K emplois g.a.), l'administration, la défense et l'éducation (-214 K emplois g.a.).

# Toom sur : Le commerce bilatéral de la France avec les pays d'Amérique andine et du plateau guyanais.

La France a davantage importé de biens (2,1 Mds EUR) d'Amérique andine et du plateau guyanais qu'elle n'en a exporté (1,8 Mds EUR) vers cette région.



Le déficit du solde commercial sur la zone s'est cependant réduit en 2022, s'établissant à -329,6 M EUR (vs. -598,5 M EUR en 2021). En outre les échanges avec la région se sont intensifiés (+65,6% d'exportations et +25,7 % d'importations). Plus en détail, le solde commercial n'est positif que pour la Colombie (+558,6 M EUR) en 2022 du fait d'une augmentation des échanges à niveaux record. exportations vers la Colombie (1,1 Md EUR, +77 % g.a.) 64,6% représentent exportations de la France vers la

région tandis que les importations en provenance du pays (574,0 M EUR, +41,2 %) représentent 27,6 % des importations françaises de la région. Le Pérou et l'Equateur sont deux partenaires commerciaux de la France pour laquelle le solde commercial est significativement négatif (respectivement -396,2 M EUR et -352,1 M EUR). Les échanges ont augmenté par rapport en 2021 pour tous les pays de la zone. Le Guyana et le Suriname sont les seuls pays pour lesquels leurs exportations vers la France ont davantage crû annuellement que leurs importations en provenance de la France. Cette tendance s'explique majoritairement par l'importation de produits de l'industrie pétrolière dans un contexte de crise énergétique.



### **BOLIVIE**

L'entreprise publique ENDE commencera à exporter de l'électricité dans les prochains jours vers l'Argentine.

L'entreprise publique *Empresa Nacional de Electricidad (ENDE*) « a le feu vert » pour exporter ses excédents d'électricité vers l'Argentine et prévoit de faire de même avec le Brésil, le Pérou et le Chili. L'envoi d'électricité sera progressif et commencera par environ 40 MW, selon les prévisions officielles. Le directeur général de *ENDE Guaracachi* indique que la Bolivie dispose actuellement d'une capacité de production de 3 200 MW tandis que la demande serait de 1600 MW, de sorte que l'excédent puisse être destiné à des marchés extérieurs.

La Banque centrale indique maintenir le système de change fixe ainsi que le taux de change en vigueur depuis 2011 et avertit sur des risques de « spéculation ».

Dans la presse, le Président de la Banque centrale de Bolivie, Edwin Rojas, confirmait ces derniers jours que la Bolivie ne prévoit aucun changement quant au système de change fixe ou au taux en vigueur depuis 2011. Toujours selon E. Rojas, « ceux qui achètent actuellement des Dollars à un change plus élevé, sur la base d'une spéculation dérivée de rumeurs, perdront de l'argent ». Depuis 2011, le taux de change en Bolivie est 6,96 Bolivianos (BOB) par USD pour la vente et 6,86 BOB/USD pour l'achat. Les Réserves Internationales (RIN) de la Bolivie représentaient 3,6 Mds USD à la fin du mois de

janvier 2023, dont 372 M USD seulement en devises. Afin de consolider ces RIN, les autorités boliviennes ont mis en place plusieurs mesures : lancement de bons de la BCB destinés à capter des Dollars (bono remesas, bono navideño), rapatriement des Dollars des entreprises publiques boliviennes qui réalisent des bénéfices à l'étranger ou achat de Dollars aux exportateurs à un taux de change avantageux (6,95 BOB/USD).

### **COLOMBIE**

Le niveau de risque pays a augmenté en février, selon la Banque centrale.

Le risque pays de la Colombie a augmenté au mois de février, selon Jaime Jaramillo, co-directeur de la Banque centrale (Banrep). Ce dernier pointe du doigt la hausse des Credit Default Swap (CDS), qui sont représentatifs de la perception du risque de défaut de crédit d'un pays. Cette hausse est la plus haute d'Amérique latine en février selon Bloomberg. En outre Bloomberg souligne que la chute des actifs en février est due à l'incertitude générée par les différentes réformes que le Gouvernement Petro vise à mettre en place. Cette situation se traduit par une chute de la monnaie, des obligations et actions du pays et un taux d'intérêt appliqué à la Colombie plus élevé.



#### La fuite d'un document pointant les inquiétudes au sein du Gouvernement quant à la réforme de la santé provoque le départ de Ministres du gouvernement Petro.

Le projet de réforme de la santé présenté à la mi-février a suscité les inquiétudes de plusieurs Ministres du Gouvernement Petro qui l'ont écrit au Président. Le document qui a fuité dans la presse questionne l'impact fiscal et la garantie du droit à la santé pour tous les Colombiens que peut avoir la réforme de la santé. Il pointe également les coûts de la réforme initialement prévus à 3,5 Mds USD en 2023, mais aussi de coûts supplémentaires d'environ 513,3 MUSD par an. Suite à cette fuite, deux Ministres signataires (sur 4) sont sortis du Gouvernement : Alejandro Gaviria du ministère de l'Education et María Isabel Urrutia du ministère du Sport. Patricia Ariza, Ministre de la Culture non signataire a également été remerciée. Les deux autres ministres signataires (Finances et Agriculture) n'ont toutefois pas été démis de leurs fonctions. Il s'agit de la première crise ministérielle du mandat Petro.

### La compagnie aérienne Viva Air met fin à ses activités.

La compagnie *low cost Viva Air*, filiale du groupe Irelandia Aviation arrête ses activités en raison de problèmes financiers. La pandémie avait poussé *Viva Air* à initier un processus de fusion avec la compagnie *Avianca* en août 2022. Ce projet n'avait pas reçu l'autorisation de la DGAC locale compte tenu de la position dominante qui en résulterait sur le marché local (et régional). Mi-février, *Viva Air* s'est mise sous la protection de la loi colombienne sur les faillites avant d'annoncer à la fin du mois sa liquidation. Le Gouvernement a déclaré qu'un

consortium de cinq compagnies sud-américaines dont *LATAM Colombie* seraient prêt à une potentielle reprise de *Viva Air*, opérant jusque-là avec 20 appareils Airbus A320neo et A320-200 vers 35 destinations en Amérique du Sud.

### L'inflation reste élevée malgré la hausse des taux directeurs.

En février 2023, selon les prévisions d'analystes financiers consultés par la banque centrale l'inflation atteindrait en moyenne 1,75 % par rapport à janvier et 13,25 % en glissement annuel. Les analystes consultés tablent toutefois sur une inflation annuelle 2023 à 8,9 % en décembre 2023 et à 5,0 % fin 2024. Concernant le taux directeur de la banque centrale devrait continuer d'augmenter jusqu'à 13,2 % fin avril et devrait commencer à diminuer à la fin du premier semestre de l'année pour s'établir autour de 10,9 % en décembre 2023.

# Ecopetrol enregistre un bénéfice record de 6,9 Md USD en 2022.

Avec des revenus à 32,9 Mds USD (+73,9 % par rapport à 2021), le groupe Ecopetrol a doublé ses bénéfices par rapport à 2021 (bénéfice de 3,4 Mds USD en 2021). La compagnie pétrolière nationale indique avoir versé 8,7 Mds USD à la Nation sous forme de dividendes, redevances et impôts. Par rapport à 2021, la production a bpej augmenté de 30 500 (+4,5%,709 500 bpej). Ces résultats sont dus, à l'augmentation des prix profitant à l'entreprise, à une augmentation des puits de production forés en 2022 (+36 % g.a.). Ecopetrol a de plus réalisé 7 découvertes de pétrole et de gaz naturel sur les 24 puits d'exploration forés (+4 puits g.a.).



# Les investissements directs étrangers (IDE) dans le pays atteignent un record en 2022.

En 2022, 17 Mds USD ont été reçus comme IDE en Colombie (+81,7 % par rapport à 2021). Cette hausse est majoritairement due au premier semestre de l'année (4,9 Mds USD au T1, 5,1 Mds USD au T2) les niveaux faiblissant sur le second semestre (3,2 Mds USD au T3 et 3,9 Mds USD au T4). Ce montant est le plus élevé depuis que la banque centrale tient des registres et dépasse de 21,4 % les montants prépandémique (14,0 Mds USD en 2019). Les secteurs concentrant les IDE sont le secteur des services financiers (5,5 Mds USD, +130 % g.a.), le secteur pétrolier (2,8 Mds USD, +278 % g.a.) et la branche des transports, du stockage et des communications (1,8 Md USD, +60 %). secteur des mines et carrières a crû de +578 % g.a. atteignant 1,6 Md USD sur 2022.

### **EQUATEUR**

# Des progrès constatés dans les pratiques du secteur de la pêche.

Une mission de la commission de la pêche du Parlement Européen s'est rendue en Equateur pour constater les progrès de ce secteur dans la lutte contre les pratiques illégales. Actuellement et depuis 2019, le secteur de la pêche fait face à un « carton jaune » imposé par la Commission Européenne qui engage le pays à améliorer ses pratiques de pêche pour continuer à bénéficier à l'accès au marché européen pour ses produits. Depuis 2019, l'Equateur a investi 60 M USD dans le secteur et a mis en place 120 processus pour améliorer la traçabilité et les sanctions.

### La production minière se consolide en Equateur.

Les 2 principales mines équatoriennes, Fruta del Norte et Mirador exploitées par des entreprises chinoises et canadiennes ont atteint 100 % de leur capacité de production de cuivre et de plomb. En 2022, leur production a représenté 2,7 Mds USD (+32,6 % par rapport à 2021). Les exportations de produits miniers représentent désormais le 4ème poste des exportations équatoriennes après le pétrole, la crevette et la banane.

### **GUYANA**

# Au moins 20 entreprises sont intéressées par les enchères des blocs pétroliers.

Le Ministre des Ressources naturelles, Vickram Bharrat, a déclaré que plus de 20 entreprises avaient manifesté leur intérêt pour l'achat de blocs pétroliers et soumis des offres. Au moins 10 entreprises ont notamment payé le droit d'accès à l'espace d'informations du Gouvernement (20 K USD). 14 blocs pétroliers –11 en eaux peu profondes et 3 en eaux profondes – feront l'objet de l'appel d'offres. Le Gouvernement guyanien pense à allonger la date limite de dépôt des propositions (prévue le 14 avril 2023) pour permettre à d'autres compagnies de soumissionner.

#### Le Président guyanien Irfaan Ali entend intensifier les relations avec la Guyane française.

En l'honneur de la visite officielle du Ministre d'Etat des territoires d'outre-mer, du



Commonwealth, de l'énergie, du climat et de l'environnement du Royaume-Uni, le Président du Guyana, Irfaan Ali, a abordé la coopération trilatérale en cours entre les « trois Guyanes ». La coopération se focalise sur les questions de sécurité des territoires, la lutte contre l'informalité et l'attention portée à l'environnement et au changement climatique. Il a alors précisé qu'il tenait à l'intensification des relations avec la Guyane française.

# British Airways opérera la liaison entre Londres et Georgetown à partir du 27 mars.

La compagnie anglaise *British Airways* réalisera un vol inaugural au départ de Londres vers le Guyana le 27 mars prochain avec un Boeing 777 d'une capacité de 332 passagers. L'ouverture de cette ligne aérienne signifie un renforcement des relations bilatérales, de la compétitivité dans le secteur aérien au Guyana et davantage d'accessibilité financière pour les deux pays. En outre, la nouvelle liaison contribue au désenclavement du pays en phase avec le développement économique du pays.

#### **PEROU**

# En février, l'inflation annuelle atteint 8,99 % soit le niveau le plus haut depuis juillet 2022.

Le taux annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 8,99 % en février, selon l'Institut National de la Statistique et de l'Informatique (INEI). C'est le taux le plus élevé depuis juillet 2022. L'IPC au niveau national a augmenté de 0,4 % en février par rapport à janvier. Les six secteurs enregistrant une hausse

supérieure à la moyenne sont : les aliments et boissons non alcoolisées (+0,8 %), les restaurants et hôtels (+0,7 %), l'éducation (+0,7 %) les boissons alcoolisées et le tabac (+0,7 %), les biens et services divers (+0,5 %) et les transports (+0,5 %).

#### L'exécution du projet de ligne 3 du Métro de Lima se fera dans le cadre d'un accord dit « de gouvernement à gouvernement » (G2G).

La Ministre des Transports a confirmé qu'un budget d'environ 66 M USD (252 M PEN) a été approuvé en janvier dernier pour recrutement d'un Project Management office (PMO; bureau de gestion de projet) pour la 3<sup>ème</sup> ligne de métro. La Ministre a aussi indiqué que cinq pays auraient déjà fait part de leur intérêt. La Ministre a rappelé que le concours dit «G2G» pour recruter ce PMO lancé en 2020 avait été stoppé suite à un avis du Conseil Fiscal. Le projet de ligne 3 du Métro de Lima prévoit une ligne de près de 35 km, totalement souterraine, et 66 trains automatiques (sans conducteur) d'une capacité de 1800 passagers. Les estimations de trafic sont de 2 M de passagers par jour. La ligne 3 du Métro de Lima figure dans la liste des projets prioritaires du Plan National d'Infrastructures Durables pour la Compétitivité 2022-2025 (PNISC).

# L'exécutif obtient des «facultés législatives » pour 90 jours dans le domaine de la relance économique et de la modernisation de la gestion de l'Etat.

Le Ministre de l'Economie et des Finances, Alex Contreras, a salué la délégation votée par le Congrès indiquant que ces facultés permettront d'accélérer l'investissement public



et privé au Pérou. Il a résumé sa stratégie en indiquant « nous voulons retrouver la confiance des investisseurs et leur démontrer que le Pérou est prêt à exécuter de nouveaux projets d'investissements ». Parmi ses priorités, le Ministre a insisté sur la nécessité de modifier les textes portant sur les Partenariats Public-Privé dans le but d'optimiser les procédures ainsi que ceux encadrant les libérations de terrains et les interférences. Il compte également prendre des spéciales » pour faciliter « mesures promouvoir l'exécution des projets prioritaires listés dans le Plan National d'Infrastructures Durables pour la Compétitivité 2022-2025 (72 projets). Le texte de délégation prévoit également que les importations de biens destinés aux projets de « transports massifs » de Lima pourront être exonérés d'impôts. Si le texte lui donne la possibilité d'intervenir dans le domaine fiscal, le Ministre s'est engagé à ce que ces facultés ne soient pas à l'origine de hausses d'impôts.

#### **SURINAME**

## Une inflation à 55,6 % en glissement annuel en janvier 2023.

Le Suriname enregistre une inflation de 55,6 % en g.a. en janvier 2023, selon les chiffres du Bureau Général des Statistiques. En moyenne, les prix à la consommation ont augmenté de 3,7 % entre fin décembre 2022 et fin janvier 2023. Pour rappel, l'inflation a légèrement diminué sur 2022, à 54,6 % (vs. 60,7 % en 2021), mais encore loin des niveaux prépandémiques (4,2 % en 2019).

### **VENEZUELA**

# Les transactions en USD représentent 74 % de l'économie.

Avant la mise en place de l'impôt sur les grandes transactions financières (IGTF), la proportion de l'argent en circulation en USD était de 40 % et atteignait pratiquement 50%. Aujourd'hui cette proportion est de 74 % de ce qui circule dans l'économie (soit environ 6 Mds USD). T. Herrera propose de réévaluer le rendement de cet impôt, dont l'objectif fondamental était celui de préserver l'espace d'utilisation du Bolivar et d'augmenter la collecte des recettes. Par ailleurs et sur ce même sujet la présidente de Consecomercio a réaffirmé que la taxe sur les grandes transactions financières (IGTF) devait être éliminée car elle n'a pas rempli son principal objectif : récupérer le Bolivar comme monnaie de transaction.

### Nouvelle intervention de la BCV sur le marché des changes (66 M USD).

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a procédé à une nouvelle intervention sur le marché des changes pour un montant de 66 MUSD. Cette intervention représente une baisse significative par rapport aux 130 MUSD (-49,7%) de l'intervention précédente et au placement de 180 MUSD dans le système bancaire à la mi-février. La stratégie de change agressive la BCV a permis de réduire l'écart du taux de change jusqu'à 1,7%, selon *Síntesis Financiera*. Le taux de change atteint 25,4 Bs/USD sur le portail Monitor Dollar Venezuela alors qu'il se situe à 24,4 Bs/USD pour la BCV.



### Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela. \* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <a href="https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international">www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international</a>



Responsables de la publication: Pierre SENTENAC, Jacques ROBIN
Rédacteurs: Michel PLAINDOUX, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula
ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Pour s'abonner: jacques.robin@dgtresor.gouv.fr